



Centre for Democracy & Development

Centre pour la démocratie et le développement

Communiqué

Transition et tensions politiques au Burkina Faso

La situation politique au Burkina Faso est assez préoccupante. En effet, les récents développements dans ce pays laissent à penser que la sphère politique burkinabe pourrait connaître des troubles.

En rappel, depuis les événements du 30 et du 31 Octobre qui ont conduit à la chute du régime Compaore et à la mise en place de la transition, le pays a connu des remous socio politiques. Des manifestations ont été organisées dans plusieurs villes du pays par les centrales syndicales comme la Coalition Contre la Vie Chère (CCVC), les travailleurs des mines, les sociétés industrielles mais aussi les fonctionnaires du public et du privé. Ces mouvements s'ils ont permis dans certains cas de démettre des ministres ou des directeurs généraux de leurs fonctions, ils sont aussi perçus comme des menaces de troubles à l'ordre public et à la stabilité nationale.

La grande muette n'est pas restée en marge, elle s'est en effet illustrée avec le Régiment de Sécurité Présidentiel (RSP) qui est intervenu plus d'une fois au cours de l'hebdomadaire conseil de ministre, enlevant par deux reprises le premier ministre Isaac Zida. Une cellule de crise a été mise en place et elle travaille avec les antagonistes pour un retour au calme dans les rangs.

L'ensemble de ces facteurs a conduit le Premier Ministre à faire un discours au cours duquel il a menacé d'arrêter toute personne ou tout groupe de personnes qui se rendrait coupable de trouble à l'ordre public. Il a dénoncé les intérêts "corporatistes" et annoncé que son gouvernement s'opposera à toutes les tentatives de déstabilisation avec responsabilité et fermeté. Et comme pour joindre l'acte à la parole, des ex maires, des anciens ministres dont l'ex premier ministre Paramanga Ernest Yonli ainsi que des Hommes d'affaire et les membres de leurs familles ont été arrêtés et auditionnés. Plusieurs d'entre eux ont été placés en garde à vue. Ils sont accusés entre autres de tentative de déstabilisation, de malversation ou de détournement de parcelles et de biens publics, d'usage de faux et d'abus de pouvoir sous le régime Compaore.

La récente révision du code électoral est intervenue dans ce contexte de tension politique. La loi qui vient d'être promulguée par le Président Kafando a été adoptée à 75 voix pour, 10 voix contre et 3 abstentions. Elle vise à exclure les anciens dignitaires du régime Compaore de la course électorale. À la suite de l'adoption de cette loi, les députés de l'ex majorité ont

decide de se retirer du CNT et de la commission nationale de reconciliation. Ils menacent également d'agir par tous les moyens pour contrer la nouvelle loi.

Au regard de ce qui precede, le Centre pour la Democratie et le Developpement (CDD) exprime son inquietude face a la situation qui prevaut au Burkina Faso.

Le Centre recommande le dialogue entre les differents acteurs de la scene politique burkinabe que sont les Organisations de la societe civile, les parties politiques, les gouvernants et les gouvernes.

Le CDD lance un appel fort au gouvernement burkinabe afin qu'il ameliore sa strategie de communication pour que l'ensemble de ses citoyens soit au meme niveau d'information surtout en ce qui concerne les questions d'interet national.

Il est également tres important que la societe civile ainsi que la presse qui sont tous consideres comme miroir de la societe et porte voie de cette meme societe jouent leur role de veille sans prise de position ou de conclusions hatives. Elles se doivent d'etre la plateforme sur laquelle la paix et la stabilite peuvent se batir.

Nous exhortons donc l'ensemble de ces acteurs au respecter des normes democratiques toute chose qui participera a la stabilite du Burkina Faso.

Abuja le 11 Avril 2015

La Directrice du CDD

Mme Idayat Hassan

A propos du CDD

Le Centre pour la democratie et le developpement (CDD) a été crée au Royaume-Uni en 1997 comme un organisme independant a but non lucrative de formation à la recherche, de plaidoyer, d'organisation et de renforcement des capacités.

Son objectif est de mobiliser l'opinion mondiale et des ressources pour le developpement democratique et de fournir un espace independant à une réflexion critique sur les défis posés au processus de democratisation et de developpement de Afrique de l'Ouest .

